

28 juin 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, accordé à Europe 1, sur la situation politique en France et l'action économique et sociale du gouvernement, Paris, Palais de l'Élysée, mardi 28 juin 1983.

QUESTION (Ivan Levai).- Monsieur le Président, vous êtes, en effet, ce matin, l'hôte des auditeurs d'Europe 1 et nous sommes, Philippe Bauchard, Gérard Carreyrou et moi-même, vos hôtes à l'Élysée. Soyez-en remercié puisqu'aussi bien, comme la presse l'a souligné, l'événement, chez nous, en France, est sans précédent. Il est vrai, autant le reconnaître d'entrée, que dans cette affaire, nos intérêts sont liés. On vous prête, monsieur le Président, le désir de reconquérir l'opinion, nous avons celui d'apporter aux Français une bonne information et comme nous n'aurons pas trop d'une heure, ni vous ni nous, pour remplir ce difficile contrat, permettez-moi d'aller vite à la première question.

- Nous sommes donc le mardi 28 juin 1983 à la veille des troisièmes grandes vacances du septennat et un hebdomadaire, le Nouvel Observateur, assure cette semaine que les Français sont tentés par la droite. Il faut dire, monsieur le Président, que les élections partielles sont mauvaises, les sondages mauvais, la confiance absente et les perspectives sombres. A votre avis, que s'est-il passé pour ruiner ainsi en deux ans les roses et l'état de grâce pour pourquoi autant de déçus avec cette quasi évidence : si l'on votait aujourd'hui, les élections pour la gauche seraient vraisemblablement perdues.

- LE PRÉSIDENT.- Il y a du vrai et il y a du faux dans vos considérations. C'est vrai, à l'époque où nous sommes, nous avons à affronter beaucoup de difficultés - on ne règle pas en deux ans des problèmes qui ne l'ont pas été en dix. C'est vrai que le gouvernement, pour surmonter la crise, doit s'adresser aux Français, attendre d'eux des efforts, bref se faire exigeant et que cela suppose de la part de beaucoup d'entre eux des sacrifices parfois difficiles à supporter. Je veux consacrer mon septennat au redressement national. Cela implique un certain nombre d'obligations. Je n'ai jamais douté que mes trois premières années seraient les plus difficiles. C'était assez facile à pressentir en raison, d'abord, des retards accumulés depuis au moins 1973, dans la lutte contre l'inflation et contre le chômage, bien avant sur le plan des réformes structurelles nécessaires qui n'étaient pas accomplies, en raison de l'ampleur de la crise qui s'est accrue - contrairement au diagnostic de beaucoup d'experts - à partir de 1982, et en raison aussi de l'effort de justice sociale qui devait précéder l'effort économique dans lequel nous sommes.

- Cela dit, nous sommes dans la bataille et c'est difficile. Je suis là, précisément, pour prendre la part qui me revient, qui est la principale dans cette bataille. Un de vos éditorialistes a astucieusement résumé la situation lorsqu'il a dit récemment : après tout, si on avait arrêté la finale de la coupe de France - la dernière, j'y assistais - à la mi-temps, c'est Nantes qui aurait gagné. Je vous tiendrai à peu près le même raisonnement : pourquoi arrêter une partie à la mi-temps ? Les pronostics électoraux, les sondages, j'en tiens compte. Ils sont généralement traités sérieusement. Un responsable politique ne peut pas les ignorer. Il doit, non pas infléchir sa politique s'il est convaincu de son utilité, il doit tenir compte de l'opinion publique et, peut-être, mieux la traiter donc, davantage s'expliquer. C'est ce que je fais ce matin.

QUESTION (Ivan Levai).- Pardonnez-moi, mais on a souvent cité et évoqué le général de Gaulle,

l'un de vos prédécesseurs, dont on disait que lorsque la période était difficile, il n'hésitait pas à se ressourcer et à se ressourcer grâce aux urnes en retournant devant le corps électoral. Alors, je vous pose la question parce que beaucoup de gens vous réclament à cor et à cri des élections.

- LE PRESIDENT.- Oh, beaucoup de gens ! Est-ce si sûr ? Quelques-uns. Je crois l'avoir entendu. Le général de Gaulle, M. Pompidou, M. Giscard d'Estaing : situations tout à fait différentes. Le général de Gaulle s'est en effet adressé à diverses reprises dans des circonstances vraiment dramatiques - la guerre d'Algérie notamment - à l'opinion publique et, puis il a dû recourir à des élections législatives anticipées parce qu'il s'est trouvé minoritaire dans son gouvernement et il s'est trouvé minoritaire devant l'Assemblée nationale. Ce sont des circonstances que moi, je ne connais pas. M. Pompidou a fait appel à un référendum dans une situation également internationale : il s'agissait de l'élargissement du Marché commun européen `CEE` à quelques autres pays dont la Grande-Bretagne. Quant à mon prédécesseur direct, il n'a jamais recouru au référendum. Vous voyez qu'il y a plusieurs écoles. Moi, je ne me range dans aucune d'entre elles. Je verrai bien. Mais, dans l'effort que même la nation aujourd'hui, je pense que c'est un souci finalement léger que de se préoccuper de rassembler les électeurs pour leur demander de s'exprimer sur une politique économique et sociale qui n'entre aucunement dans le -cadre de la Constitution qui m'a été léguée. Il faudrait donc, d'abord, la réviser. Enfin, toute une série de soucis juridico-politiques et, peut-être, très partisans, dont je n'ai pas à me préoccuper.

- LE JOURNALISTE.- Toutes choses que vous ne voulez pas faire.\

QUESTION (Philippe Bauchard).- Monsieur Mitterrand, il y a quand même plus grave. Pendant la campagne présidentielle, on avait l'impression que les socialistes avaient un truc, si j'ose dire, pour sortir de la crise. C'était la relance par la consommation et les investissements et, deux ans après, on s'aperçoit que le gouvernement n'a pas réussi de miracle et vous freinez la consommation, vous limitez les dépenses de l'Etat comme aurait pu le faire, par exemple, M. Barre. Alors, qui a changé ? C'est vous ou ce sont les faits ?

- LE PRESIDENT.- Ce sont des comparaisons qui peuvent paraître fortes à première vue et qui méritent, peut-être, un examen plus approfondi. La relance que nous avons en effet engagée, au lendemain des élections du mois de juin 1981 devait correspondre dans notre esprit, à correspondu à la nécessité d'une certaine justice sociale. Je dis "d'une certaine" parce que la justice sociale - rétablissement de ce plus grand équilibre nécessaire à l'intérieur d'une nation - cela est une rude affaire qui demande du temps. Et lorsqu'on parle d'une relance, il s'agit simplement d'avoir rendu un peu plus de justice à des catégories dites défavorisées, je pense aux familles, je pense aux personnes âgées, je pense aux handicapés, je pense à ceux qui ont quelque peine à payer leur loyer, je pense à beaucoup d'autres. Pour moi, c'était prioritaire. On ne peut procéder à un redressement national - je le répète partout où je vais - sans avoir d'abord réalisé un effort de justice sociale.

- Il n'y aura pas de redressement sans un consentement de l'ensemble de la population. C'est vrai que pour faire comprendre cette évidence, il faut que le gouvernement, il faut que moi-même nous allions au devant de cette opinion pour lui dire pourquoi et comment.\

QUESTION (Gérard Carreyrou).- Monsieur le Président, justement, pour redresser la situation, il faut du monde, il faut même, pratiquement, tout le monde. Alors, est-ce que la démocratie française est réellement en danger, actuellement ? Certes, l'opposition harcèle le gouvernement, mais ses leaders les plus importants sont plus modérés et viennent même vous voir à l'Élysée, à l'occasion ?

- LE PRESIDENT.- Je vais répondre à votre question puisque vous me la posez, mais j'aurais bien aimé qu'on approfondisse un peu la question précédente. On y reviendra. Monsieur Carreyrou, voulez-vous bien ... ?

- QUESTION.- Oui, est-ce que la démocratie française vous paraît menacée comme c'était un peu, finalement, le thème du débat politique de la semaine après un article du Premier ministre et des déclarations de l'opposition ?

- LE PRESIDENT.- Disons qu'il y a une certaine alerte, c'est-à-dire que les intolérances gagnent trop de terrain. Et, comme vous le faisiez remarquer, c'est vrai que les avertissements montent

de toutes parts, de certains rangs de l'actuelle opposition comme de la majorité et, notamment, du Premier ministre `Pierre Mauroy`. L'intolérance gagne du terrain. Il y a donc une sorte d'état d'alerte afin de protéger la démocratie et mon rôle, précisément, mon rôle éminent, est d'y veiller autant qu'il m'est possible, tout en poursuivant la politique pour laquelle cette majorité a été élue, et moi-même d'abord. Il ne s'agit pas de dire : il n'y aura plus d'intolérance, les cris cesseront si la majorité en place fait la politique de l'opposition, ce qui nous ramènera à la question posée par M. Bauchard. Assurément, ce serait trop commode. Non, le rôle de la majorité, c'est d'exercer à sa façon, par une majorité au Parlement, par sa présence au gouvernement, par le fait qu'elle gouverne et par le fait, surtout, que le Président de la République a été élu et a lancé ce processus, le rôle de la majorité est de rester fidèle à elle-même. Mais, à compter du moment où, de part et d'autre - et je ne suis pas ici pour dire, pour discuter les mérites, pour donner des prix de vertu - à compter du moment où je constate, au-delà de ces deux dernières années, une sorte d'intolérance, une passion en même temps qu'un refus de voir la nouvelle majorité exercer ses droits légitimes - il est vrai qu'il est rare que la gauche gouverne ...

- QUESTION (Ivan Levai).- Il est vrai qu'il y a des intolérants, pardonnez-moi de le souligner, vous considérez qu'il y a aussi des intolérances dans les rangs de la gauche depuis deux ans ?

- LE PRESIDENT.- Il y en eut, il peut y en avoir et elles sont toujours condamnables et j'ai toujours veillé à apaiser les passions. Je pense, cependant, que l'on fait un peu trop monter les enchères aujourd'hui et que l'opposition devrait admettre que, pour le temps qui est donné, qui peut être redonné, par le suffrage universel, à la majorité, il convient de s'inscrire dans cette forme de légitimité.

- QUESTION (Ivan Levai).- Donc, vous n'appréciez qu'à moitié, si je comprends bien, l'article de Pierre Mauroy : "dialoguez autrement" ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que vous suivez votre idée plutôt que la mienne.\

QUESTION.- Monsieur Mitterrand, on a beaucoup dit que pendant les dix jours qui ont suivi les élections municipales, vous aviez hésité, flotté et puis finalement que vous vous étiez résigné à la rigueur. Alors, est-ce bien dans votre tempérament d'être une sorte de social-démocrate à la Helmut Schmidt, de suivre la rigueur préconisée par M. Mauroy et Delors, alors que votre tempérament, votre instinct socialiste vous pousserait plutôt à la croissance qu'aux dépenses ?

- LE PRESIDENT.- C'est vous qui dites cela. Qu'est-ce que vous savez de mon tempérament socialiste ? Je suis très fidèle, contrairement à ce que je lis ici ou là aux engagements qui m'ont conduit, d'ailleurs, à la présidence de la République. Alors, tout a été très clair dans les choix qui ont été faits en 1981 et dans les années précédentes.

- QUESTION.- Oui, mais c'était sur la croissance.

- LE PRESIDENT.- Vous avez commencé par dire : vous avez flotté. Mais qu'est-ce que vous en savez ? Les élections municipales ont eu lieu, au deuxième tour, le 13 mars. Un nouveau gouvernement - sous l'autorité du même Premier ministre `Pierre Mauroy` - enfin, un gouvernement resserré, disons relancé, c'est le cas de le dire, a été constitué combien ? neuf jours plus tard, peut-être. En tout cas, c'est le 23 que j'ai suivi sa -constitution pour annoncer un certain nombre de mesures aux Français. Neuf jours, c'est assez court.\

` Suite réponse `.

- Mais, en quoi y aurait-il une loi institutionnelle indiquant que le gouvernement doit changer parce qu'il y a eu des élections municipales ? Ce qui est vrai, c'est que je n'ai pas pu manquer d'observer que, au premier tour des élections municipales, le mouvement qui s'est continué, même accru depuis lors, c'est-à-dire de manque de confiance à l'égard du gouvernement, à l'égard de la majorité, avait commencé et s'était marqué par un résultat difficile pour la majorité. Et je n'ai pas manqué non plus de constater qu'au deuxième tour, sans que l'effet du premier tour soit exactement corrigé à l'avantage de la majorité, certes, on ne pourrait pas le dire, que finalement addition et soustraction - 28 communes de plus de 30000 habitants c'est la référence habituelle - avaient été perdues par la majorité et dans des conditions mauvaises. Dans mon esprit à moi, cela devait comporter certaines conséquences politiques. Mais, de là à considérer qu'un gouvernement doit être renversé ou doit être changé pour des résultats municipaux alors à

qu'un gouvernement doit être renversé ou doit être changé pour des résultats municipaux alors, à mes prédécesseurs, cela leur serait arrivé souvent car - on pourrait croire que c'est une loi secrète du système - on n'a pratiquement jamais gagné les élections municipales quand on gouverne. Le général de Gaulle, peu après son immense succès des années 58 - 59 `1958 - 1959`, a perdu des élections. Bon, je ne vais pas raconter tout l'historique mais, enfin, pour remonter aux dernières circonstances, c'était en 1977, le gouvernement de l'époque avait largement perdu les élections. C'étaient 61 communes au total, qui avaient été perdues, celles de 30000 habitants, c'est-à-dire le double et même un peu plus que celles qui ont été perdues au mois de mars dernier. Oh, certes, dans l'opposition, on a dit : "bon, démissionnez". On n'a pas dit "que le Président de la République s'en aille" quand on a vu que le gouvernement avec le Président de la République ne tenaient pas à dissoudre, que le Président de la République ne tenait pas, disons, à se soumettre ou à se démettre, comme on le dit - en répétant un vieux mot éculé - depuis quelque temps. Non, il faut avoir le sens des proportions.

- QUESTION (Ivan Levai).- Il y avait un rendez-vous l'année suivante. Pardonnez-moi, on va laisser l'aspect historique.

- LE PRESIDENT.- Des élections législatives.

- QUESTION.- Vous avez gagné les élections "municipales" de 1977 et nous avons perdu les élections législatives `1978`. Ce qui pourrait vous conduire à méditer sur cette sorte de situation que l'on tente de créer, à savoir que en effet, nous avons perdu les dernières municipales `1983`. Nous perdons, la majorité perd, à l'heure actuelle, et je ne peux pas m'abstraire de ce calcul, la plupart des élections partielles. C'est exact. Il y a donc une situation qui doit être corrigée mais la démocratie, c'est aussi la fidélité au rendez-vous. Et la fidélité au rendez-vous, c'est autant qu'il est possible, sauf situation parfaitement anormale, tragique ou dramatique pour la nation, c'est être là quand il faut. Les institutions ont fixé - sous toutes les Constitutions, les trois dernières Républiques, IIIème, IVème, Vème - c'était comme ça, qu'une Assemblée nationale, c'est élu pour cinq ans, un Président de la République, c'est élu pour sept ans. S'il arrive qu'ils changent d'avis, c'est leur affaire mais c'est leur seule affaire.

- QUESTION.- On vous a bien compris, le prochain rendez-vous électoral, pour vous, c'est dans trois ans ?

- `élections législatives 1986`

- LE PRESIDENT.- L'Assemblée nationale actuelle ?

- QUESTION.- Oui, oui.

- LE PRESIDENT.- Mais, enfin, pour quelles raisons serait-elle dissoute ? Je m'entends fort bien avec cette Assemblée, du moins avec la majorité de cette Assemblée. Je le répète, la démocratie, c'est le respect aussi des échéances.\

QUESTION (Philippe Bauchard).- Oui, il y a toute cette politique de rigueur gérée par la gauche parce qu'il y a plus grave. Vous avez été élu par des petits cadres, par des ingénieurs, par des fonctionnaires, par des petites gens £ vous avez augmenté les salaires les plus bas, vous avez augmenté les retraites mais vous avez augmenté aussi la pression fiscale sur toute cette catégorie de classe moyenne qui est un peu gênée.

- LE PRESIDENT.- Vous aviez en effet plusieurs questions en une. Parlons maintenant, si vous le voulez, de la rigueur. D'abord, on n'a pas inventé la rigueur en 1983, après les élections municipales. Est-ce que c'était si facile que cela le blocage des revenus et des prix en 1982 ? Quoi, on aurait tout d'un coup découvert la rigueur, on ne s'était pas aperçu qu'il y avait de la rigueur ? Et moi-même, je ne m'en serais pas aperçu ? Est-ce que vous imaginez un instant qu'en 1982 comme en 1983, ces politiques ont pu être décidées sans que l'élan vienne d'ici ? Vous imaginez que le régime - puisque c'est un régime institué en 1958, quoi qu'on en pense et quelque réforme qu'il mériterait - est-ce que vous croyez vraiment que le Président de la République n'est pas à l'origine de toutes les grandes inflexions, de toutes les grandes décisions ? Alors, je vous le dis, la rigueur, en 1982, c'était déjà sérieux. Ce qui est vrai, monsieur Bauchard, c'est que lorsque nous étions dans l'opposition, nous n'imaginions pas autant qu'il eut fallu le délabrement de nos structures profondes.

- QUESTION.- Et la crise.

- LE PRESIDENT.- Non. Dans ce cas-là cette erreur était partagée par beaucoup de gens, je ne dirai pas y compris par vous parce que je ne pourrais pas avoir la mémoire assez exacte, mais je ne crois pas me tromper. La plupart des grands experts américains, allemands, et les autres, attendaient pour 1982, au moins un début d'amélioration de la situation, de reprise comme on dit. Eh bien, moi j'ai fait comme tout le monde et nous nous sommes aperçu que, contrairement aux grands experts internationaux et français, cela n'était pas raisonnable, que cela était retardé pour des raisons faciles également à comprendre, c'est-à-dire - on peut le dire sans procéder à des attaques inutiles contre les Etats-Unis d'Amérique - à compter du moment où les Etats-Unis d'Amérique ont maintenu un déficit budgétaire colossal et qu'ils ont voulu maintenir, par nécessité, à-partir de là, un taux d'intérêt réel de l'argent excessif, le plus lourd qu'on ait connu depuis 1930, et dans les proportions inimaginables, l'argent, le dollar, a tout absorbe non seulement parce que c'est la monnaie étalon mais aussi parce que cela est apparu comme une valeur, une monnaie refuge. Aussitôt, de toutes les parties du monde, et particulièrement de l'Europe, et pas simplement de la France, les capitaux sont partis qui, plutôt que d'investir dans la reprise, y compris dans la reprise américaine, ont spéculé, ont joué sur la valeur de l'argent, sont restés en l'air. Bon, ce retard a été pris, nous n'en sommes pas responsables, nous la France. Mais, bien entendu, nous devons bien tirer les conséquences de cet -état de choses.\

QUESTION (Ivan Levai).- Philippe Bauchard vous disait tout de même, monsieur le Président : la rigueur, vous n'aimez pas.

- LE PRESIDENT.- Ne parlons pas de nos vies personnelles. Je dirai simplement que je suis pas quelqu'un qui aime s'abandonner. Aucun des actes de ma vie, de ma jeunesse ne pourrait prouver le contraire. Je crois au courage, je crois à l'effort et, d'une certaine façon, je puis convaincu, au dedans de moi-même, que toute rigueur dans le vrai sens du terme est nécessaire pour conduire une vie privée, une vie publique, une vie individuelle et une vie collective. Bon, cela dit, nous n'allons pas bâtir une théorie sur la nécessité de la rigueur économique lorsque cela n'est pas nécessaire bien qu'il faille toujours veiller sur soi et sur ses choix c'est-à-dire que la période d'abondance à peut-être laissé la France interdite devant l'effort à faire le jour où cette abondance a cessé. En somme, nous étions mal préparés. La France était mal préparée à cette guerre économique qui s'est perpétuée et qui prend aujourd'hui un tour plus vif encore. Je le répète, je ne vais pas faire de la rigueur une théorie économique. Mon ambition est de conduire la France vers ce redressement national et par la même, de retrouver une production plus puissante, une croissance réelle, sortir de cette ornière des 0,5 des 1 %. Voilà pourquoi dans une prévision raisonnable, on doit penser que cette rigueur traduite par un effort fiscal, vous en avez parlé, mais moins excessif que vous le dites, doit nous permettre de déboucher - je me garde un peu de ces pronostics qui se sont révélés, dans les années précédentes, depuis 1960, généralement inexacts - mais enfin, je crois qu'il est raisonnable de penser que les 18 mois qui viennent doivent nous approcher du moment où le monde occidental aura véritablement repris la route de la croissance.\

QUESTION (Yvan Levai).- Monsieur le Président, il nous reste deux minutes avant le journal de huit heures que nous écouterons ensemble avec les auditeurs et les auditrices d'Europe 1. Votre ministre de l'économie avait l'air de regretter, il y a 48 heures, l'absence de lisibilité, en quelque sorte, du projet et de l'action gouvernementale. Vous avez entendu M. Delors dire ça ?

LE PRESIDENT.- Je l'ai entendu, je l'ai lu. M. Delors est un des membres du gouvernement que j'ai rencontré le plus souvent. Je le fais, bien entendu avec le Premier ministre `Pierre Mauroy` en toutes circonstances - je vous quitterai pour le retrouver - et nous sommes tout à fait d'accord pour estimer que, au travers des mesures quotidiennes que nous sommes appelés à prendre, des mesures purement économiques, il y a quelque chose que les Français doivent percevoir et c'est à cela que vous allez m'aider, je l'espère, dans la deuxième partie de cette émission. C'est que, au-delà des seuls faits quotidiens se dessine un avenir pour eux et pour leurs enfants et que c'est à cela que nous travaillons. Je crois que la France mérite qu'on pense à elle et mon rôle est de penser parfois pour beaucoup d'autres afin que les Français comprennent les raisons des sacrifices qui leur sont demandés et moi, je crois qu'ils les comprennent.\

QUESTION (Gérard Carreyrou).- M. Mitterrand, il y a trois semaines, vous avez dit il n'y a pas de politique de rechange. Pourtant, il y a des politiques de rechange : il y a celle de M. Chirac, il y a celle de M. Barre et puis il y en a peut-être d'autres à gauche. LE PRESIDENT.- Oui, j'aurais peut-être dû distinguer quand j'ai prononcé cette phrase. Il y a en effet des politiques différentes selon que l'on soit issu des partis conservateurs de l'opposition ou que l'on parle au nom de la majorité, celle que vous connaissez, la majorité qui a été élue il y a deux ans. Il y a des politiques différentes de ce point de vue. Mais je dis que pour la gauche, pour employer cette expression et puisqu'elle est simple, pour les partis qui se trouvent à l'heure actuelle au gouvernement, et dans la majorité à l'Assemblée nationale, il n'y a qu'une voie possible. Cette voie possible la distingue profondément des propositions faites par les partis conservateurs. Les objectifs sont simples à définir : tout le monde le sait, cela pourrait paraître banal, encore faut-il aligner sa politique sur ces objectifs. Il faut à tout prix réduire l'inflation. C'est ce que nous avons fait. Une inflation à 14 %, réduite aujourd'hui à un rythme d'environ 9 % et qui doit s'arrêter à 8 % à la fin de l'année pour atteindre seulement 5 % l'année prochaine, sans quoi seront en péril tous les autres équilibres. QUESTION (Gérard Carreyrou).- C'est la priorité...

- LE PRESIDENT.- C'est une priorité car nous devons veiller - combien de fois l'ai-je dit, dans ce couple infernal que représente aujourd'hui l'inflation et le chômage - à ce que notre effort de lutte contre l'inflation n'ait pas pour résultat un autre déséquilibre, c'est-à-dire une sorte de récession, car combien d'industries ne sont pas préparées à cesser de vivre dans l'inflation. Nous devons donc adapter notre effort à la réalité mais en tenant compte de l'objectif que je viens de préciser ou plutôt de rappeler. Sans quoi, le chômage risquerait alors de faire des progrès immenses et notre devoir est de préserver la priorité de l'emploi.

QUESTION (Gérard Carreyrou).- Deux millions cent mille chômeurs prévoit M. Delors pour la fin de cette année.

- LE PRESIDENT.- C'est un homme compétent. Il a parlé en connaissance de cause. Ce que je veux dire, c'est ce qu'était la situation antérieure ou nous avons le maximum d'inflation, toujours aux environs de 10 % avec des montées jusqu'à 14 % - c'était le cas lorsque nous sommes arrivés - et en même temps une montée certaine vers le chômage qui nous guetterait aujourd'hui aux alentours des 2500000. C'est-à-dire tous les inconvénients, tous les dangers à la fois. On a donc réagi. Et c'est là que je voudrais préciser ma pensée - on n'a pas eu le temps de le faire tout à l'heure, je comprends bien vos explications, il faut aller vite : aucune comparaison véritable ne peut être établie entre la politique antérieure, dite de "droite" et qui l'est, et la politique dite de "gauche" et qui l'est aussi. Pourquoi, parce que ce n'est pas la rigueur qui doit décider. Une gestion rigoureuse, une gestion sérieuse : que l'on soit de quelque parti de l'horizon politique que l'on veuille, de toutes façons il faut gérer sérieusement. Il faut avoir des aptitudes de gestionnaire et les partis au gouvernement, représentés au gouvernement, le gouvernement lui-même et chacun des responsables de l'administration est tenu à ce sérieux. Quand on a dû prendre une responsabilité de pouvoir après tant et tant d'années d'absence, il a fallu en effet dominer, nous-mêmes, se dominer, pour parvenir à gérer, c'est le cas aujourd'hui et depuis de nombreux mois. Ce n'est pas là la distinction. De toutes façons, il ne faut pas dépenser plus que l'on ne gagne, il ne faut pas consommer en achetant tout à l'étranger. Ce sont des règles toutes simples. De toutes façons, il faut respecter un certain nombre de grands équilibres. Mais, toute la différence - elle est essentielle - est dans le fait que, premièrement, la rigueur demandée aujourd'hui doit être toujours assortie d'un effort considérable de justice sociale. Il faut qu'il y ait justice dans l'effort. On ne peut pas demander toujours aux mêmes groupes socio-professionnel et aux mêmes personnes, de supporter l'effort après trois révolutions industrielles. Cela n'est pas possible. La justice dans l'effort et la justice dans la répartition du produit national. Cela est une donnée fondamentale, de la même façon que ce qui distingue la politique d'aujourd'hui, c'est cette donnée également simple : priorité à l'avenir. Il faut pouvoir investir. Il faut à la fois pouvoir investir pour tenir un emploi, pour retenir la progression du chômage - c'est ce que fait le gouvernement avec beaucoup de constance, de courage et de réussite - et il faut préparer l'avenir car c'est, à la fin de ce siècle et même bien avant, l'investissement d'aujourd'hui qui assurera à nos enfants une situation économique de compétition. Le cas échéant de compétition victorieuse.

nos enfants une situation économique de compétition, le cas échéant de compétition victorieuse, avec les grands pays industriels du monde. Je vais vous donner un chiffre. Je ne vais pas vous abuser avec les chiffres, mais songez que pour la restructuration industrielle, pour l'effort de production - sans lesquels on ne fera rien, tout tombera en morceaux -, ce que l'on appelle la rigueur antérieure, que je conteste, et qui n'était pas une vraie rigueur, cela consistait à ce que les propriétaires privés des dizaines de grandes sociétés qui ont été nationalisées, ont apporté en fonds propres un milliard six cent millions en dix ans, alors que le gouvernement à l'égard des mêmes entreprises depuis deux ans a fourni 14 milliards.\

` Suite réponse ` Il y a besoin d'un élan et cet élan ne sera compris que s'il y a justice et une certaine forme d'égalité des citoyens devant les obligations du pays. Justice sociale au bénéfice des catégories sociales, des couches sociales qui ont toujours souffert de la domination des plus riches et, en cela, je suis fondamentalement fidèle à tout ce qui a signifié mon combat politique. Je suis le même homme, pour le même objectif que celui que j'ai été pendant toutes les années de combat que j'ai menées avant d'être élu Président de la République. Et puis, il y a aussi des données simples. Vous savez, on dit toujours rigoureux : j'ai là l'éditorial d'un grand journaliste du Monde. Qu'est-ce qu'il dit ? Il n'est pas besoin d'ordinateur ou de modèle économétrique pour comprendre que depuis le premier choc pétrolier c'est-à-dire depuis près de dix ans - c'est la première fois, maintenant, que l'on ose réellement demander à la nation d'accepter de sérieux sacrifices. Mais, en même temps que nous les demandons, parce que nous sommes et nous devons être des gestionnaires, nous ne cherchons pas à jeter de la poudre aux yeux. Par exemple sur la pression fiscale, M. Bauchard, vous me disiez tout à l'heure, et je n'ai pas voulu vous arrêter parce que cette émission doit aller vite, mais enfin, vous disiez, vous avez augmenté les impôts, cela inquiète les cadres, les couches moyennes. Ecoutez, entre 1974 et 1981, la masse des prélèvements obligatoires, c'est-à-dire les impôts plus les charges sociales, a représenté d'abord 35,7 % (près de 36 % en 1974) et est montée en 1981 à 42,6, pas loin de 43 %.

- QUESTION.- Maintenant, on est à 45 ...

- LE PRESIDENT.- Pas tout à fait. Nous sommes montés, nous, jusqu'alors de 42,6 à 43,8 et, en effet, le projet sur lequel nous sommes en train de travailler, pour l'année 1984, peut nous porter à 45 %.

- QUESTION.- Ca n'ira pas au-delà ? LE PRESIDENT.- Je ne le pense pas. Il n'y a pas de raison que cela dépasse cette proportion. Mais en tout cas, c'est une progression véritable et moi, je veux arrêter cette progression. Il y a un moment d'intolérance, on ne peut pas supporter des charges fiscales et sociales trop lourdes et il y a la lancée des années précédentes. Il faut retenir un cheval fougueux ou bien un train qui roule à 200 à l'heure. Et naturellement, pendant un certain temps, on retient, on freine, et ça avance encore. Je tiens à dire aux Français qui m'écoutent que tel est mon objectif : parvenir à plafonner les impôts et les charges sociales, c'est à quoi nous nous attaquons, mais il n'y a pas alourdissement de la charge réelle par rapport à la progression constante depuis 1974.\

QUESTION (Ivan Levai).- Nous avons reçu, monsieur le Président, en deux jours d'appel et le week-end dernier, plus de 2000 lettres vous interrogeant et un bon demi millier d'appels téléphoniques. Dans ces lettres et dans ces questions qui vous sont posées, il y a un mot qui revient tout le temps : le chômage, le chômage, ma retraite, je suis salarié agricole, j'ai travaillé depuis 45 ans et je ne la perçois toujours pas, etc .. On vous pose, encore et toujours, des questions sociales. Vous avez dit, il y a une minute, je n'ai pas changé, je suis le même homme. Pourquoi donc les Français continuent-ils de vous poser les mêmes questions que celles que vous posiez, vous, dans l'opposition, aux dirigeants du régime précédent.

- LE PRESIDENT.- Pour la raison que je viens de vous donner. Nous avons ralenti un certain nombre de déséquilibres et de chutes qui étaient fort brutales. Mais nous n'avons pas inversé la tendance. C'est un effort considérable, dans un monde occidental aujourd'hui bouleversé, dans une guerre sauvage que se livrent les plus grands pays industriels, y compris les pays qui se disent amis, et parce que la lancée était puissante.

- A l'égard du chômage, le fait d'avoir réussi jusqu'alors à préserver les données dont nous avons hérité ou plutôt après une première année dans laquelle nous avons connu une certaine

progression du chômage, nous n'avons, soudain, par le résultat des politiques lancées par le gouvernement de Pierre Mauroy, qui mérite à cet égard et a bien d'autres, d'être reconnu comme un homme de gouvernement £ qui mérite l'estime et en tout cas la mienne, la confiance, en tout cas la mienne, faut-il le répéter. Il mériterait davantage la confiance ...

- QUESTION.- Donc, vous le gardez.

- LE PRESIDENT.- Monsieur Levai, il n'est pas question de crise gouvernementale. Les changements, si je dois en faire, je les ferai quand je les déciderai. Mais, pour l'instant, nous sommes dans une bataille que j'entends mener avec ceux qui en ont la charge.

- Nous avons même la gestion sociale du chômage, c'est-à-dire que par toute une série de mesures intelligentes, imaginatives, à l'égard des jeunes, par exemple, leur formation, à l'égard des plus âgés, la retraite, l'ouverture de la retraite à 60 ans, partout des mesures ont été prises à l'heure qu'il est. Nous avons retenu la progression du chômage.\

Mais en même temps, diminuant l'inflation, nous avons réduit la consommation et un certain ralentissement des affaires s'est produit. Ce ralentissement des affaires peut provoquer, c'était l'objet de la conversation de M. Delors avec d'autres journalistes devant un autre poste de radiodiffusion, peut provoquer un certain nombre de pertes de substance dont un certain nombre de travailleurs seraient victimes. C'est pourquoi il faut, au plus tôt, qu'à la gestion sociale s'ajoute, nous en parlions à l'instant, une gestion économique qui soit source de richesse à partir de l'investissement, source de production £ d'où la nécessité de pousser en avant un certain nombre de technologies dites de "pointe" ou d'industries très avancées, très compétitives pour que nous puissions améliorer notre commerce extérieur £ d'où la nécessité de sauver des grands pans d'industries qui s'écroulaient : le textile, le cuir, le bois, la machine-outil, que sais-je encore, la sidérurgie, le bâtiment. Le bâtiment est en crise aujourd'hui, en crise grave, et j'ai rencontré hier matin le président national, M. Danon, qui m'a tenu une conversation que j'ai trouvée très intéressante et très utile. Et il faut que nous réagissions nous-mêmes. Il y a des moyens simples qui peuvent être entrepris pour que le bâtiment reprenne en France ...

- QUESTION.- Même avec une croissance zéro ...

- LE PRESIDENT.- Même avec une croissance zéro, il y a des secteurs dans lesquels le bâtiment peut se développer. Mais il ne faut pas oublier que c'est une crise qui touche toute l'Europe des Dix, l'Europe de la Communauté `CEE`, qui touche les Etats-Unis d'Amérique et si j'observe, notamment aux Etats-Unis d'Amérique une légère reprise, c'est parce qu'ils partaient de plus loin. En tout cas c'est un de mes grands soucis.

- Ce que je veux dire c'est que la gestion économique doit être assortie à la gestion sociale de l'emploi car la lutte contre le chômage reste une priorité et nous allons réunir tous nos efforts d'intelligence, de travail, de courage, d'imagination pour parvenir à ce résultat que nul autre n'a, jusqu'ici, véritablement obtenu, c'est-à-dire la lutte féroce contre l'inflation et un maintien de l'emploi autant qu'il sera possible.\

QUESTION (Ivan Levai).- Monsieur le Président, il nous reste une dizaine de minutes, pas plus. On voudrait vous interroger sur l'Italie, peut-être vous entendre aussi sur le Tchad et Gérard Carreyrou veut vous reposer une question politique. On termine le dossier économique-social avec un mot, une question : "l'automne chaud", c'est une invention des journalistes ? Vous le voyez comment ? LE PRESIDENT.- Ce n'est pas une invention des journalistes. C'est un pressentiment, c'est un pronostic. Tous les ans on pense que l'automne sera chaud. Au contraire du rythme des saisons, l'été sera frais et puis l'automne sera chaud. Cela fait partie des mythologies et puis, de temps en temps, malheureusement, c'est vrai.

- QUESTION (Philippe Bauchard).- Oui, mais d'habitude avec la droite, c'est les syndicats qui descendaient dans la rue. Là, vous avez contre vous, les commerçants, les petits industriels, les paysans, et cela, ça doit créer quand même ...

- LE PRESIDENT.- Les paysans, les paysans, je demande à voir .. En tout cas, tous ceux qui raisonnent, avec le sens de la justice, doivent savoir qu'ils n'ont jamais eu de meilleure année qu'en 1982 - ce n'est pas simplement le résultat d'une heureuse alternance du soleil et de la pluie, il ne faut quand même pas exagérer.

- Si les petits industriels, petits ou grands, ne nous soutiennent pas, c'est peut-être parce que nous n'avons pas assez bien expliqué, mais aussi parce qu'ils n'ont peut-être pas assez bien cherché, ou obéi à des passions politiques - je ne crois pas du tout à la conjuration politique des patrons & je dis simplement en-état de déférence à l'égard de tout ce qui évoque une autre façon de gérer, et puis surtout une autre façon de répartir. Par exemple, de répartir y compris les responsabilités, de répartir les pouvoirs - exemple, les lois Auroux, qui sont d'excellentes lois et qui sont pourtant considérées comme une gêne dans la conduite des affaires. On va s'habituer à une meilleure harmonie sociale si l'on veut bien nous faire confiance.

- QUESTION (Gérard Carreyrou).- ... et l'automne ne sera pas chaud ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas dit ça. Je n'en sais rien. Tout sera fait, en tout cas, pour que, l'automne, les représentants notamment des travailleurs de toutes catégories, soient en mesure de discuter avec les gouvernements pour aménager la suite et pour que leur intérêt soit bien compris dans un déclin rapide de l'inflation. C'est comme cela qu'ils amélioreront leur pouvoir d'achat.\

QUESTION (Gérard Carreyrou).- Monsieur le Président, il y avait trois interrogations dans cette émission. Le référendum, vous avez dit pas de référendum, les élections anticipées, vous avez dit il n'y a aucune raison. Troisième interrogation, si en 1986 il y avait une majorité de droite qui venait à l'Assemblée, qu'est-ce que vous feriez ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas dit, "pas de référendum". Le référendum est prévu par la Constitution, soit pour remanier le système des pouvoirs publics, soit pour demander les sentiments des Français sur un traité international. Voilà les détails. Dans le cas d'école qui nous a été soumis, ça n'existe pas : voilà ce que je vous ai répondu. En tout cas, je n'ai pas du tout de projet de référendum dans les circonstances présentes.

- Deuxièmement, je ne veux pas de dissolution. Pourquoi voulez-vous que je dissolve une Assemblée qui est en plein travail et qui soutient le gouvernement ? S'il y avait une crise gouvernementale dure au Parlement, il y aurait vraisemblablement une dissolution. On ne peut pas non plus priver les parlementaires du droit de délibération - il ne faut pas confondre délibération et contestation. Et puis, sur le nombre, il y aura en effet quelques-uns qui s'expriment et qui ne sont pas exactement sur les mêmes longueurs d'ondes.

- QUESTION.- S'il y avait en 1986, une majorité d'opposition à l'Assemblée. C'est la cohabitation. Est-ce que c'est possible, pas possible ?

- LE PRESIDENT.- Question rituelle .. Elle a été posée à M. Pompidou qui semblait plutôt pencher du côté de M. Barre, que vous venez de citer & elle a été posée à M. Giscard d'Estaing qui penchait plutôt de l'autre côté. Moi, je ne me place pas dans ces situations et je ferai tout pour que la majorité continue après 1986.\

QUESTION (Ivan Levai).- Vous avez répondu à beaucoup de questions en peu de temps. Vous considérez donc que le Parti communiste est dedans - là encore les journalistes vous disent PC dehors, PC dedans - il est dedans. C'est clair.

- LE PRESIDENT.- C'est visible ...

- QUESTION.- Et il y a beaucoup de Français qui continuent, en tout cas ils nous l'écrivent, de se poser la question : et si un jour on demandait aux communistes de s'en aller et s'ils s'en allaient, on les remplaçait pas des gens plus aimables du centre.

- LE PRESIDENT.- Chacun son opinion. On a le droit de souhaiter ceci, on a le droit de souhaiter cela. Il faut être honnête avec les Français. Une certaine majorité l'a emporté : cette majorité doit rester fidèle à elle-même autant qu'il est possible. Si elle se renie, bien entendu, les conclusions que j'en tirerai seront différentes. Et il n'y a pas de parti au gouvernement, il y a des hommes issus de formations politiques et qui travaillent avec le Premier ministre et avec moi. Et je n'ai pas à connaître les débats internes d'un parti et je ne m'en mêle pas même si cela m'intéresse.\

QUESTION (Ivan Levai).- L'Italie, les élections italiennes, je suis sûr que cela vous intéresse aussi, d'autant qu'on les annonçait comme des élections sans surprise et il y a une surprise : la démocratie chrétienne recule comme jamais et votre ami Bettino Craxi, qui a provoqué ces élections, progresse, mais pas beaucoup et le parti communiste italien, dont on annonçait

l'élection tient très bon. Alors, le commentaire du Président François Mitterrand

l'érosion tient très bon. Alors, le commentaire du Président François Mitterrand.

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, chaque pays a ses caractères et ses tempéraments. Ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est que vous voyez, entre les pronostics et la réalité, il y a quelque fois de larges différences. Tout le monde annonçait une bonne tenue de la démocratie chrétienne, et puis elle tombe de six points, ce qui est considérable.

- Moi, j'entends beaucoup de pronostics sur ce qui se passera en 1986. Vous vous livriez-vous-mêmes tout à l'heure à ce petit jeu. Travaillons, cherchons partout plus de justice, soyons justes avec les Français, veillons à préserver une harmonie sociale et politique raisonnable dans le -cadre de l'exercice d'une démocratie où il n'est pas nécessaire d'avoir la langue dans sa poche, où personne n'est menacé dans sa liberté, et puis attendons de juger des résultats, non pas à la fin de la première mi-temps mais à la fin de la partie.\

QUESTION (Ivan Levai).- Très juste. Le Tchad. On s'engage davantage ou pas.

- LE PRESIDENT.- Nous avons des obligations à l'égard du Tchad. Elles datent de 1976. En 1976, un accord de défense antérieur a été abrogé entre la France et trois pays qui étaient le Congo, le Centre Afrique et le Tchad. Et un nouvel accord a été signé qui fait que nos deux pays, la France et le Tchad, sont liés par un accord de coopération militaire technique et par une convention qui fixe les règles et les conditions du -concours français avec soutien logistique des forces armées tchadiennes. Cet accord et cette convention ont été approuvés par l'Assemblée nationale et le Sénat en 1977 et ils n'ont été dénoncés à aucun moment, ni par M. Goukouni ni par M. Issène Habré. Je note qu'il est un article, l'article 4, qui indique que les personnels militaires français mis à la disposition des forces armées tchadiennes ne peuvent, je cite le texte de l'accord, dès 1976, participer directement à l'exécution d'opérations de guerre ni de maintien ou de rétablissement de l'ordre de la légalité. Qu'est-ce que cela veut dire ce langage ? Cela veut dire, jusqu'au point où il sera évident, que l'intervention étrangère, qui se manifeste quand même d'une certaine manière, un soutien logistique aux troupes de M. Goukouni, du côté de la Libye, sans aucun doute, la France apporte un soutien logistique d'une certaine façon par l'application de l'accord qui l'engage sur la coopération militaire technique. Jusqu'à un certain point de menaces pour l'équilibre de l'Afrique dans cette partie du monde, menaces qui frapperaient un certain nombre de pays amis de la France avec lesquels nous avons des accords de coopération militaire et qui sont directement voisins du Tchad. Jusqu'à cette limite-là, on peut espérer que la sagesse - pardonnez-moi d'employer ce mot - finira par l'emporter ou du moins la prudence pour celui qui se livrerait à des aventures de ce genre. Et, la France, eh bien, elle respectera ses engagements sans limite, car un engagement c'est quelque chose de complet, qui représente la foi donnée, la foi jurée. Tout ce que la France a promis sera donné.\

QUESTION (Ivan Levai).- C'est clair. Encore un tout petit mot, parce qu'il est 8 heures 30 et nous allons respecter l'horaire que nous nous étions promis de respecter. Un mot : je ne sais pas s'il y aura des Pershing en Europe pour Noël, mais une question : la bombe à neutrons ?

- LE PRESIDENT.- La position a été fixée par mes soins il y a déjà plusieurs mois. La France se tient en situation de pouvoir la fabriquer en série quand la décision sera prise par moi-même, c'est-à-dire par le chef de l'Etat. Cela serait vrai de tout autre que de moi-même : c'est le chef de l'Etat qui en décide. Et, de ce fait, pour que nous soyons en mesure de fabrication si le besoin en est reconnu ou la nécessité, il faut se tenir techniquement en mesure de le faire. C'est la façon dont nous agissons actuellement. Mais la décision n'est pas prise et je pense qu'il n'y a pas lieu de fixer des fantasmes particuliers sur cette arme de la terreur, il y en a déjà tellement d'autres. - Cependant cela peut impliquer un certain nombre de conséquences d'ordre stratégique et un certain nombre de conséquences à caractère politique, au moment même où l'on débat à Madrid de la sécurité, au moment même où à Genève d'autres discutent, non pas de désarmement mais de limite du surarmement. Il y a des problèmes d'opportunité dans lesquels la sécurité de la France est engagée. Je reste maître de la décision.\

QUESTION (Ivan Levai).- Monsieur le Président, nous vous remercions. Vous avez respecté le -cadre qui est celui de l'heure. On nous reprochera peut-être de ne pas avoir évoqué ici évidemment la Pologne, le Chili, etc, mais il faut bien faire des choix et vous réinterviendrez j'imagine à la radio, à la télévision, dans les journaux - tout le monde à le temps devant soi - un

dernier mot, tout de même. Vous aviez fait campagne ou on a illustré votre campagne pré-1981 par un slogan "la force tranquille". Le mot est devenu célèbre, il restera historiquement.

Aujourd'hui, est-ce qu'on peut dire que le Président Mitterrand se sent aussi fort en 1983 qu'à l'aube de mai 1981 et est-ce que vous êtes aussi tranquille et aussi serein qu'avant 1981 ?

- LE PRESIDENT.- La force au-dedans de moi-même et la tranquillité, elles n'ont pas changé parce que rien n'a changé en moi de ce qui est profond. J'ai, comme beaucoup d'autres, l'amour de mon pays. Je ne distingue pas entre les Français, au-delà du combat politique nécessaire, je cherche à garder ma distance parce que je ne veux pas qu'aucun Français se sente comme exclu - serait-il un opposant actif, je n'ai pas dit violent - de la communauté dont j'ai la charge. Cet amour de mon pays et cet amour des Français, quels qu'ils soient, pouvoir tendre la main, regarder dans les yeux celui qui nous combat politiquement dès lors que chacun se soumet à la loi commune qui est celle de la démocratie, oui, me remplit de force et de tranquillité. Et aucun obstacle ne sera considéré par moi comme un obstacle infranchissable à partir du moment où j'ai la volonté de mener à son terme la politique que j'ai engagée avec ce gouvernement, avec les hommes qui en ont la charge et dont j'ai dit que je comptais sur eux pour que nous réussissions, autant qu'il est possible, dans la bourrasque générale, à donner à la France toutes ses chances pour que le plus petit enfant qui vient de naître soit, lorsqu'il aura 20 ans, fier et heureux d'être Français.\